

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/GBT/W/1/Add.18**

5 février 1997

(97-0450)

---

**Groupe des télécommunications de base**

Original: espagnol

## COMMUNICATION DU PEROU

### Offre conditionnelle sur les télécommunications de base

#### Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande du Pérou.

---

Le Pérou se réserve le droit de modifier ou de retirer partiellement ou totalement les engagements définis dans la liste ci-jointe en fonction, notamment, du nombre d'offres qui seront présentées par les autres parties, de la mesure dans laquelle les offres en question seront équivalentes et mutuellement acceptables, du degré et de l'importance des exemptions de la règle de la nation la plus favorisée (NPF) qui seront demandées par d'autres parties au titre des dispositions de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II, et de l'obtention de résultats satisfaisants concernant des engagements additionnels.

**PEROU - OFFRE CONDITIONNELLE REVISEE**

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2. SERVICES DE COMMUNICATION C. <u>Services de télécommunication</u> a) Services de téléphone	<p>1) Les services de téléphonie fixe seront soumis à un régime d'exclusivité jusqu'en juin 1999</p> <p>La fourniture de services téléphoniques consistant à effectuer un premier appel dans le pays en vue d'obtenir un rétroappel avec signal d'invitation à composer le numéro souhaité depuis des réseaux rattachés à un réseau de télécommunication de base situé à l'extérieur du territoire national n'est pas autorisée</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p> <p>2) Néant, excepté que la fourniture de services téléphoniques consistant à effectuer un premier appel dans le pays en vue d'obtenir un rétroappel avec signal d'invitation à composer le numéro souhaité depuis des réseaux rattachés à un réseau de télécommunication de base situé à l'extérieur du territoire national n'est pas autorisée</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p>	Voir texte joint	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Les services de téléphonie fixe seront soumis à un régime d'exclusivité jusqu'en juin 1999</p> <p>Le nombre de concessionnaires d'un service déterminé pourra être limité <i>pour des raisons techniques</i>. En pareil cas, les concessions seront obligatoirement attribuées par adjudication publique.</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p>	<p>3) Néant</p>	
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets	<p>4) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits	<p>1) Néant pour la fourniture de services dans les zones de concession locale</p> <p>Les services de communications à grande distance nationales et internationales doivent être obligatoirement assurés par le biais des services supports soumis à un régime d'exclusivité jusqu'à la fin du mois de juin 1999</p>	<p>1) Néant</p>	Voir texte joint
d) Services de télex			
e) Services de télégraphe	<p>Les services de circuits loués privés à grande distance sont considérés comme une forme d'exploitation des services supports</p>		
f) Services de télécopie			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>g) Services de circuits loués privés</p> <p>o) Autres services:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Services analogiques/numériques/mobiles/cellulaires</li> <li>- Services de communications personnelles</li> <li>- Services de radiorecherche</li> <li>- Services mobiles pour données</li> <li>- Services à canaux partagés</li> </ul>	<p>Jusqu'en juin 1999, les personnes qui établiront ou auront établi un service privé ne seront pas autorisées: i) à utiliser des lignes ou des circuits pour la fourniture de services de télécommunication, y compris l'acheminement de signaux et la revente de capacité à des tiers; ou ii) à interconnecter des lignes ou circuits loués au réseau public de télécommunication</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant pour la fourniture de services dans les zones de concession locale</p> <p>Les services de communications à grande distance nationales et internationales doivent être obligatoirement assurés par le biais des services supports soumis à un régime d'exclusivité jusqu'en juin 1999</p> <p>Le nombre de concessionnaires d'un service déterminé pourra être limité <i>pour des raisons techniques</i>. En pareil cas, les concessions seront obligatoirement attribuées par adjudication publique.</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>Jusqu'en juin 1999, les personnes qui établiront ou auront établi un service privé ne seront pas autorisées: i) à utiliser des lignes ou des circuits pour la fourniture de services de télécommunication, y compris l'acheminement de signaux et la revente de capacité à des tiers; ou ii) à interconnecter des lignes ou circuits loués au réseau public de télécommunication</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p> <p>4) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>		

## Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

## Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

## 1. Sauvegardes en matière de concurrence

### 1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

### 1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

## 2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

## 2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

## 2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

## 2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

## 2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

## 3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.